



Distr.: LIMITEE

CEA/TNG/CDSR/CIE/XIV/CRP/3
Mai 1998

Original: FRANÇAIS

NATIONS UNIES

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

**CENTRE DE DEVELOPPEMENT SOUS-REGIONAL
POUR L'AFRIQUE DU NORD (CDSR)**

MAURITANIE

BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1996/97 ET PERSPECTIVES POUR 1998

Résumé

Pour pallier aux déséquilibres macro-économiques enregistrés au début des années 80, le gouvernement Mauritanien a lancé à partir de 1985 un programme visant à les redresser et à éliminer les obstacles structurels qui freinent la croissance économique. Ce programme a commencé à porter ses fruits en 1988, ce qui a encouragé les autorités à consolider les résultats obtenus par la mise en œuvre de programmes de réforme qui ont contribué à une libéralisation importante de l'économie et au développement du secteur privé.

Ainsi pour la période 1996-1998, les objectifs du programme d'ajustement prévoient une croissance économique annuelle de l'ordre de 4,8 %, une réduction du déficit extérieur à environ 4,3 % du PIB en 1998 et un accroissement des réserves de change.

La structure de l'économie Mauritanienne s'articule toujours autour d'une prédominance du tertiaire lui-même dominé par les activités de commerce largement populaires dans ce pays. Le tourisme et l'artisanat demeurent encore des activités très marginales. Le système bancaire est constitué de 4 banques commerciales dont 3 sont complètement privatisées. Le secteur primaire (élevage, agriculture, pêche artisanale) est à l'origine de plus d'un cinquième de la production. Cependant, il est très dépendant des conditions climatiques irrégulières. Le secteur secondaire est encore très limité en Mauritanie malgré qu'il est à l'origine de la quasi totalité des recettes d'exportation (fer et produits de pêche).

Le sous-sol du pays est très riche en ressources minières dont surtout le fer, le cuivre, le gypse, le phosphate, les terres rares, l'uranium, l'or, etc... Le sous-secteur manufacturier a connu ces derniers temps un léger développement, mais reste encore très limité et ne contribue qu'à hauteur de 5 % du PIB.

Le secteur du BTP est totalement privé à l'exception de la société d'économie mixte, la SOCOGIM spécialisée dans la construction d'habitation à loyer modéré.

Au niveau des indicateurs de politiques économiques, on remarque une diminution de près de 43% du déficit des finances publiques qui ne représente plus en 1997 que 5,5 % du PIB contre 10 % environ une année auparavant. Les réserves de change qui constituaient en 1996 environ 31 % du PIB doubleront quasiment en 1997 pour atteindre 61 % du PIB, ce qui permettrait au pays de financer près de 5 mois d'importation. Le ratio du service de la dette est lui aussi en nette régression et est passé de 28 % en 1994 à 17,2% en 1997.

Croissance globale et sectorielle

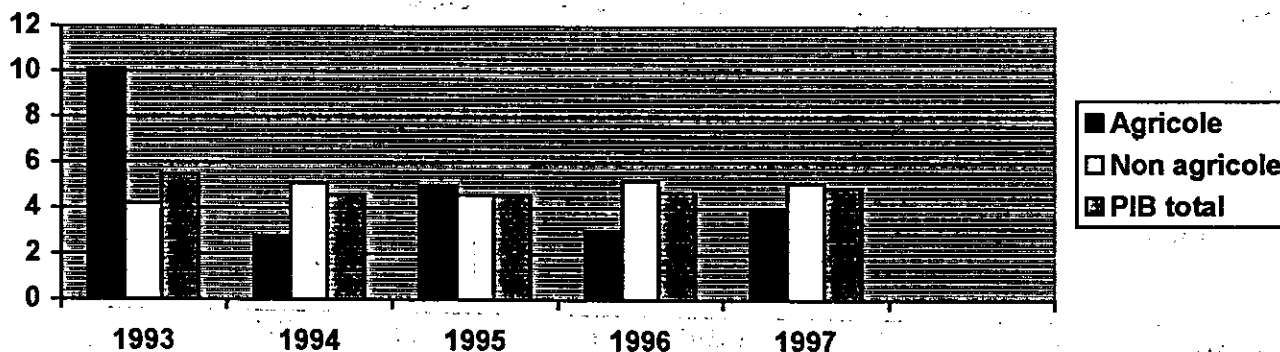
En 1997, l'activité économique devrait enregistrer une croissance analogue à celle observée en 1996 (4,9 %) contre (4,7 %). Cette légère expansion est due en grande partie au développement des activités du secteur tertiaire qui représente près de 47 % du PIB en 1997 et qui a enregistré une croissance de 5,2 % contre 6,9 % une année auparavant.

Cependant, la structure économique de l'économie Mauritanienne se caractérise toujours par une dualité entre un secteur traditionnel de subsistance regroupant l'agriculture, l'élevage et la pêche traditionnelle ou artisanale, et un secteur moderne relativement limité composé de l'extraction minière, de la pêche industrielle, de l'agriculture irriguée, d'un secteur manufacturier modeste mais en expansion et enfin du secteur des services et de la fonction publique.

Le secteur rural ou primaire compte pour environ 23 % du PIB et devrait enregistrer en 1997 une forte croissance de près de 4 % contre 3 % environ en 1996.

Concernant le secteur non agricole (second + services) il a enregistré une croissance moyenne de l'ordre de 4,8 % de 93 à 97 avec un record de 5,2 % en 1996.

Croissance annuelle du PIB (%)



Structure du PIB (1997)

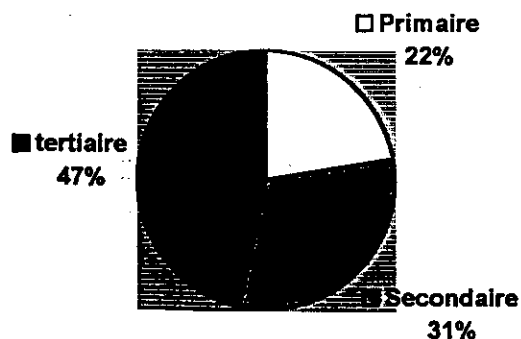


Tableau 2 : Evolution de la production intérieure brute par secteur d'activité (millions UM)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Primaire	13724	15108	15532	16301	16797	17463
(TAM %)		(10,1)	(2,8)	(5,0)	(3,0)	(4,0)
- Agriculture	2081	3238	3567	4007	4203	4563
-		(55,6)	(10,2)	(12,3)	(4,9)	(8,6)
- Elevage	10981	11130	11387	11664	11907	12150
-		(1,4)	(2,3)	(2,4)	(2,1)	(2,0)
- Pêche (1)	662	740	578	630	687	750
-		(11,8)	(-21,9)	(9,0)	(9,0)	(9,2)
Secondaire	18441	20141	21542	22576	23172	24320
-		(9,2)	(7,0)	(4,8)	(2,6)	(5,0)
- Mines	6544	7691	9311	9351	8912	9212
-		(17,5)	(21,1)	(0,4)	(-4,7)	(3,4)
- Industrie	7107	7533	6151	6784	7408	7918
-		(6,0)	(-18,3)	(10,3)	(9,2)	(6,9)
- BTP	4790	4917	6080	6441	6852	7190
-		(2,7)	(23,7)	(5,9)	(6,4)	(4,9)
Tertiaire	29817	30132	31318	32694	34966	36799
-		(1,1)	(3,9)	(4,4)	(6,9)	(5,2)
- Commerce	9403	9577	10305	10968	11897	12873
-		(1,9)	(7,6)	(6,4)	(8,5)	(8,2)
- Transport & Com.	4552	4637	4906	5364	6118	6533
-		(1,9)	(5,8)	(9,3)	(14,1)	(6,8)
- Administration	15862	15918	16107	16362	16951	17393
-		(0,4)	(1,2)	(1,6)	(3,6)	(2,6)
Total PIB	61982	65381	68392	71571	74935	78582
-		(5,5)	(4,6)	(4,6)	(4,7)	(4,9)

TAM : taux d'accroissement moyen

E = Estimation

(1) = Dont pêche industrielle

Sources : Informations nationales ; FMI.

Agriculture

Malgré son faible apport dans la production nationale (22 % du PIB), le secteur rural qui regroupe l'agriculture, l'élevage et la pêche artisanale constitue toujours la principale source d'emplois et de revenus pour la population.

Cependant, la valeur ajoutée de ce secteur est extrêmement tributaire des précipitations. Durant les dernières années, le pays a observé 2 années de grave sécheresse en 1984/85 et en 1991/92 avec une pluviosité de 35 à 70 % en deçà de la moyenne. Ainsi, pour ces 2 années de sécheresse, la production céréalière moyenne était de l'ordre de 64000 tonnes contre 130000 tonnes pour les années de précipitation normale. Ces déficits se sont traduits par une hausse des importations de produits alimentaires.

En dépit des dépenses massives d'investissement injectées au secteur agricole entre 1985 et 1996 et qui ont atteint en moyenne 20 millions de \$ par an, sa contribution au PIB reste modeste, environ 5,6 % en 1996.

En 1996, le secteur agricole a enregistré une croissance relativement modeste (4,9 %) comparée au niveau exceptionnel observé en 1995 soit 12,3 %. L'agriculture irriguée qui absorbe 75 à 80 % des investissements publics n'a pas produit les résultats escomptés.

Aussi, en raison des sécheresses répétées et du faible niveau des précipitations, l'agriculture pluviale reste très limitée réalisant de très faibles rendements de l'ordre de 300 à 600 kg/ha, ce qui fait que le pays reste toujours tributaire des importations commerciales et de l'aide alimentaire pour faire face à sa demande locale en vivrés.

Le secteur de l'élevage reste le secteur le plus dynamique du primaire et procure 15 à 20 % du PIB. Il traverse actuellement de profondes mutations malgré le fait qu'il fonctionne depuis toujours en dehors des cadres formels de l'économie où on lui attribue une part relativement intéressante des recettes d'exportation (vers le Mali et le Sénégal) bien qu'elle ne soit pas bien établie ou comptabilisée.

Quant à la pêche artisanale, elle constitue le secteur rural le plus en expansion avec une croissance de sa valeur ajoutée de l'ordre de 9 % en 1997. On estime aussi sa contribution aux exportations de produits de pêche à environ 10% et qu'elle emploie 5 % de la population active.

Energie et mines

Le secteur minier qui regroupe en plus des minerais, l'électricité et l'eau semble enregistrer en 1997 un regain avec une croissance de sa valeur ajoutée de 3,4 % contre une récession de l'ordre de -4,7 % en 1996. Cette situation a été le résultat de la croissance de la demande d'eau et d'électricité grâce à l'augmentation de la population urbaine.

Ainsi pour ce qui est de l'électricité, la production est passée de 140 millions Kw/h en 1992 à plus de 179 millions en 1996 soit une augmentation moyenne de l'ordre de 6,3 % sur la période. Quant à la production de l'eau, elle a enregistré durant la même période une légère baisse de l'ordre de 0,3 %.

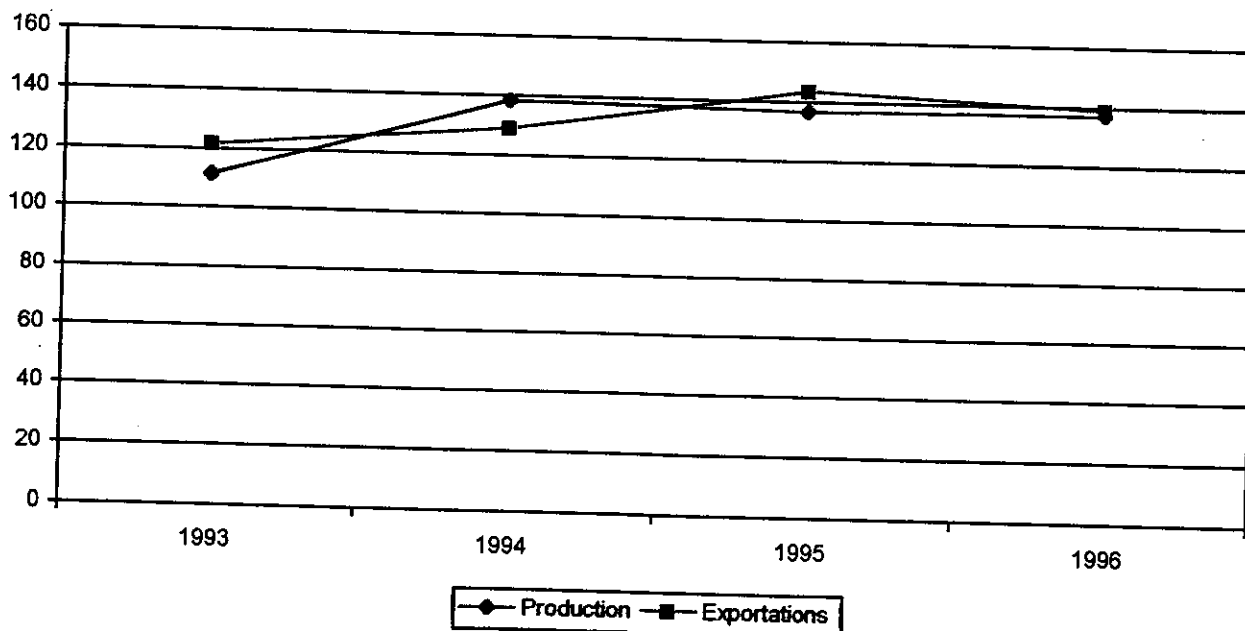
Tableau 4 : Production d'énergie (1992=100)

Rubrique	1993	1994	1995	1996	1997
Electricité ⁽¹⁾	105,8	111,5	120,1	128,0	nd
Eau	103,1	107,0	101,8	98,9	nd

(1) Sans compter la production privée notamment celle de la SNIM; (nd) = donnée non disponible
Source : Compagnie Nationale. d'eau et d'électricité - SONELEC

Le secteur minier, dont l'ossature est formée par le minerai de Fer qui rapporte au pays l'essentiel de ses recettes d'exportation, a enregistré lui aussi une croissance notable en 1994 où sa production est passée de moins de 9,2 millions de tonnes métriques en 1993 à environ 11,4 millions en 1996 soit une hausse moyenne annuelle d'environ 7,3 %. Ce secteur contribuait en 1996 à environ 12 % du PIB national, et l'on escompte que sa part va s'améliorer en 1997 où la société minière (SNIM) envisage l'extension de l'une de ses unités de production.

Tableau 5 : Evolution de la production et de l'exportation du minerai de fer (1992=100)



Source : Société Nationale d'industrie minière (SNIM)

Industrie et bâtiment

Le secteur industriel regroupe en plus des manufactures, la pêche industrielle en 1994 (-18,3 %), ce secteur a renoué à partir de 1995 avec une croissance relativement dynamique de l'ordre de 10 % environ en moyenne entre 1995 et 1996.

Les autorités escomptent réaliser en 1997 une croissance relativement analogue pour le secteur industriel dans son ensemble (plus de 70 %) en raison notamment de la signature du nouvel accord de pêche (juin 1996) avec l'UE jusqu'à l'an 2000 et qui pourrait générer au pays des recettes substantielles.

Signalons qu'en 1996, le minerai de Fer et les produits de pêche avaient rapporté au pays quelque 97 % du total des exportations de marchandises.

Tableau 6 : Exportations de poissons selon la catégorie des captures (Milliards UM)

Rubrique	1992		1994		1996	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Pélagiques	6,8	35,6	7,4	28,7	15,4	42,2
Céphalopodes	11,3	59,2	17,3	67,1	18,4	50,4
Autres catégories	1,0	5,2	1,1	4,2	2,7	7,4
Total	19,1	100,0	25,8	100,0	36,5	100,0

Source : Ministère de la pêche.

Le secteur manufacturier du pays reste relativement modeste en ne contribuant qu'à moins de 10 % du PIB en 1996 dont l'apport de la pêche industrielle. Cependant, après la forte récession qu'il a subi en 1994 avec un taux négatif de -18,3 %, ce secteur s'est relativement redressé après en 1995 et 1996 avec des taux de croissance respectifs de 10,3 % et 9,2 %. En 1997, les autorités tablent pour une croissance de l'ordre de 7 % au moins dans l'hypothèse d'une conjoncture économique extérieure favorable (stabilité du prix du carburant et hausse des prix du Fer et du Poisson).

Le secteur des BTP est quant à lui très dynamique enregistrant en 1994 une croissance record de l'ordre de 24 % environ qui s'est calmée depuis aux environs de 6 % en moyenne pour les 2 années suivantes. Pour 1997, les estimations tablent pour une poursuite de la relance de ce secteur, soit 5 % environ qui contribuait en 1996 à plus de 9 % du PIB national au prix constant de 1985.

Services

Ce secteur regroupe en plus de l'Administration publique, les activités du Commerce et du Transport et des communications.

Le Commerce est une activité populaire en Mauritanie et constitue l'un des moteurs du développement économique et social. En 1996, la croissance du secteur commercial a atteint près du double de la croissance totale du PIB et sa contribution au revenu national était estimée à près de 16 %.

Par contre l'infrastructure des transports et des communications du pays reste relativement peu développée. C'est pour pallier à cette situation que les autorités ont opté pour une stratégie visant la réhabilitation et l'entretien du réseau routier existant et la construction de nouvelles routes. Ce secteur a enregistré en 1996 une croissance de plus de 14 % contre 9,3 % pour l'année précédente. L'apport de ce secteur au PIB est en augmentation continue : 8,2% en 1996 contre 7,5 % en 1995 et 7,2 % seulement en 1994.

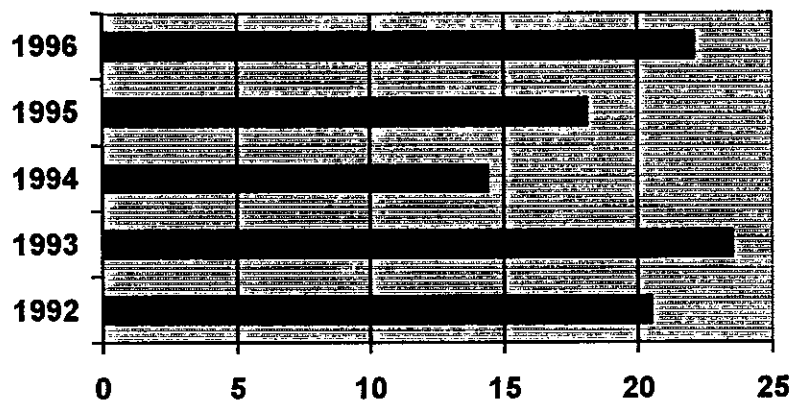
Le secteur des Administrations publiques représente les activités les plus développées du tertiaire, soit 23 % environ du PIB et 49 % à peu près de l'ensemble des activités de services. Cependant ce secteur enregistre ces dernières années, suite à la privatisation d'un certain nombre d'entreprises publiques une certaine accalmie dans la mesure où son rythme de croissance a été très limité de l'ordre de 0,4 % en 1993, 1,2 % en 1994 et 1,6 % en 1995.

Tendances macro-économiques

Investissement

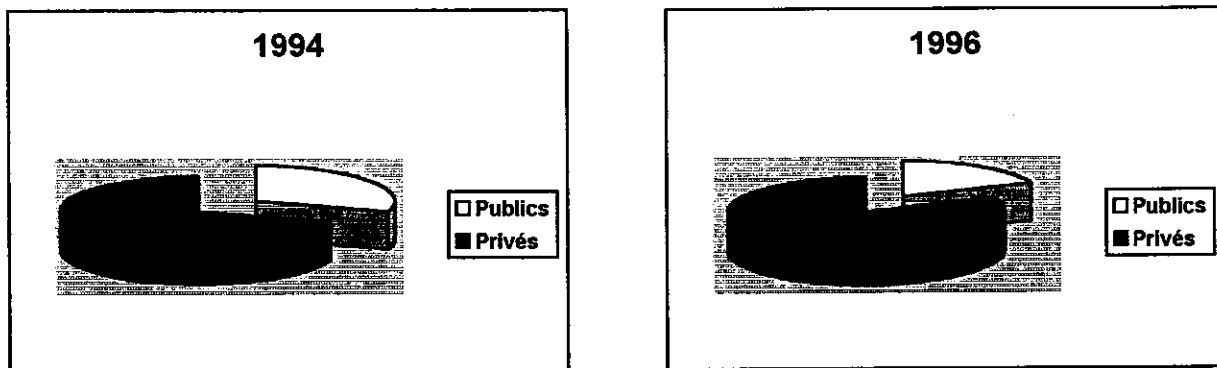
En 1996, l'investissement intérieur brut a enregistré une progression de l'ordre de 22% par rapport au montant enregistré en 1995. Ce regain est dû essentiellement à l'apport du secteur privé dont la contribution a atteint environ 81 % du total de l'investissement en 1996 contre 79,3 % en 1995. Par contre on constate un recul de l'investissement public, qui ne représente que 6,3 milliards d'UM contre environ 27 milliards d'investissements privés.

Investissement intérieur brut (en % du PIB)



Sources : Statistiques officielles et FMI.

Structure de l'investissement intérieur



Des progrès ont été faits vers la stabilisation macro-économique, suite aux réformes structurelles mises en œuvre dans les domaines de la fiscalité, des prix, du commerce extérieur... Le déficit du compte courant, en pourcentage du PIB, serait en régression de 4 points, passant de 9,7 % en 1996 à 5,5% en 1997. La balance commerciale dégagerait un excédent de 35 millions de DTS, soit plus du triple de celui enregistré l'année précédente. Les réserves de change devraient représenter près de quatre mois et demi d'importation contre 2 mois et demi un an auparavant. Parallèlement, le déficit des finances publiques est en régression, pour ne représenter que 4,1 % du PIB. Le ratio du service de la dette est lui aussi en nette régression, passant de 28 % en 1994 à 17,2 % en 1997.

Principaux indicateurs macro-économiques

Indicateurs	1994	1995	1996	1997 ^e	1998 ^p
Croissance réelle du PIB (%)	4,6	4,6	4,7	4,9	5,1
Solde balance de paiement (% du PIB)	-4,5	-0,8	+5,3	+4,1	+4,0
Taux d'inflation (fin de période)	4,1	6,5	4,7	5,0	4,6
Taux d'intérêt (moyenne annuelle)	9,0	9,0	8-10	8-10	...
Exportations (Millions DTS)	275	325	334	345	362
Importations (Millions DTS)	256	297	324	310	342
Solde commercial (Millions DTS)	+19	+28	+10	+35	+20
Déficit comptes courants ¹ (% PIB)	-11,1	-13,1	-9,7	-5,5	-6,0
Réserves de changes (% PIB)	48,0	36,5	30,7	61,0	102,7
Mois d'importation (% PIB)	1,0	1,7	2,6	4,4	4,6
Ratio service de la dette (%)	28,0	22,2	19,6	17,2	16,0

e = Estimation

p = Prévision

DTS : Droits et tirages spéciaux, = 171,7 UM en 1994, 181,8 UM en 1995, 200 UM en 1996 et 204 UM en 1997.

(1) En excluant les transferts officiels.

Sources: Informations nationales ; FMI.

Politiques et indicateurs sociaux

Population

Selon les sources nationales, la population Mauritanienne était estimée en 1995 à 2,3 millions d'habitants. Entre 1997 et 1998, la population a évolué en moyenne à un taux d'accroissement annuel de l'ordre de 2,9 %. Une telle évolution démographique a été le résultat d'un maintien d'un taux de natalité élevé 44,5 % contre un taux de mortalité en baisse continue de l'ordre de 16 % pour 1993.

Le corollaire de cette situation est la jeunesse de la population dont environ la moitié est constituée de jeunes de moins de 18 ans.

A l'aube de l'indépendance du pays en 1960, la société mauritanienne était essentiellement normale et seulement 5 % de la population était urbanisée. Mais suite à des vagues continues de sécheresse, d'importances mutations ont profondément transformé la structure traditionnelle de la société et sa répartition spatiale.

En effet, la dégradation des conditions climatiques a entraîné la sédentarisation rapide des nomades et accéléré l'urbanisation. Actuellement, on estime que plus de 51 % de la population est urbanisée en 1996 et que le nombre d'agglomérations de plus de 5000 habitants est passé de 4 à 22 agglomérations entre 1960 et 1996.

Actuellement le taux d'accroissement annuel de la population urbaine est de l'ordre de 5,5% contre 0,5 % seulement pour le milieu rural. En projetant ces tendances, l'on s'attendrait à ce que la population urbaine actuelle double à l'horizon 2008.

On estime actuellement que la capitale Nouakchott, abrite à elle seule près de 1/3 de la population totale du pays. Cependant, l'insuffisance des infrastructures dans les villes d'accueil pour les migrants ruraux, notamment à Nouakchott y a engendré l'émergence de quartiers satellites, sous-intégrés appelés aussi bidonvilles à habitat précaire caractérisé par son manque d'infrastructures propres au maintien d'un cadre de vie approprié (eau, électricité, assainissement, etc.).

Activité et emploi

Dans le domaine de l'activité, la population active en âge de travailler (15 à 64 ans) était estimée en 1996 à 680 mille actifs dont moins de 9 % seulement dans le secteur moderne dont la fonction publique.

La répartition sectorielle montre que le secteur rural emploie environ 55 % de la population active alors que l'industrie et le secteur tertiaire ne représentent que 10 % et 34 % respectivement :

- Le taux brut d'activité est estimé à 25 % environ en 1995. Le taux de chômage déclaré était estimé en 1995 à 23,1 % de la population active totale pour un taux de chômage urbain plus élevé de l'ordre de 26 % en raison de l'exode rurale.
- Par sexe la population active se répartit approximativement entre 60 % pour les hommes et 40 % de femmes en 1995, part relativement élevée comparativement aux niveaux observés dans les pays maghrébins voisins.

Education – Santé

Les dépenses de l'éducation sont passées de 4 % du PIB en 1987 à environ 7 % en 1996, Cette progression traduit clairement la volonté affichée par les autorités mauritaniennes depuis l'indépendance d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement primaire et secondaire, de réduire l'analphabétisme et de renforcer la formation professionnelle pour satisfaire les besoins de l'économie nationale en emplois.

Par ailleurs, la part du budget de l'état consacrée à l'éducation s'est stabilisée depuis 1985 à environ 22 % ce qui n'est pas négligeable, mais reste cependant insuffisante eu égard aux retards à combler.

En effet, le taux d'analphabétisation (15 ans +) est estimé à plus de 49 % en 1995 avec un retard plus accentué encore pour la population féminine et le milieu rural. Le taux de scolarisation a quant à lui progressé de manière spectaculaire en passant de 46 % en 1986 à environ 87 % actuellement. Par sexe l'on remarque une rapide réduction des écarts entre filles et garçons concernant le taux de scolarisation, soit 6 points en 1985 en faveur des garçons à 3 points actuellement en faveur des filles.

Tableau 9 : Indicateurs de l'éducation en 1994

Pays	Taux d'analphabètes (%)	Taux de scolarisation (%)
Mauritanie (en 1996)	50,8	87,1
Algérie	59,4	84,0
Egypte	50,5	87,0
Libye	74,0	66,0
Maroc	42,1	59,0
Tunisie	65,2	86,0

Source : ONU : *Rapport sur le Développement Humain, 1997*;

En matière de santé, la Mauritanie a établi un programme de restructuration de ce Secteur s'étendant sur la période 1992-1997 dont les orientations visent essentiellement :

- La mise en œuvre d'une décentralisation effective ;
- La généralisation des soins de santé primaire et la mise en œuvre d'une politique de médicaments essentiels ;
- L'amélioration de la couverture de base en 1996.

La poursuite de ces objectifs a permis au secteur d'enregistrer des progrès notables durant les dix dernières années.

Ainsi, l'accroissement des dépenses publiques de santé (hausse de 5,1 % à 7,7 % entre 1985 et 1994) a permis d'accroître le nombre d'infrastructures sanitaires et d'améliorer le taux d'encadrement du personnel sanitaire pour l'ensemble de la population.

Cependant, l'amélioration nette de la couverture sanitaire confirmée par la rapide augmentation du taux d'accès aux services de santé (63 % en 1995 contre 30 % en 1985) n'a pas pour autant permis de réduire l'écart entre les milieux urbain et rural.

Tableau 10 : Accès de la population aux services sociaux

Rubriques	1985	1990	1995
Installations sanitaires adéquates	5,0	33,1	31,6
Services de santé	30,0	64,0	63,0
Eau potable	36,0	66,0	70,0

Source : Ministère du plan/PNUD ; Rapport national sur le développement humain durable 1996.

Autres indicateurs sociaux

Habitat

Suite au phénomène de la sécheresse qui a engendré l'accélération des transformations dans la structure du peuplement, le type d'habitat a connu dans le pays une importante évolution. Avant les vagues de sécheresse des années 1970, la société mauritanienne était composée de 70 % environ de nomades dont le mode typique d'habitat est la tente. Les ruraux sédentaires constituaient environ 25 % de la population et vivaient dans la case ou la maison en argile.

L'habitat urbain ou en dur (béton armé) fit son apparition avec la colonisation et n'abritait qu'environ 3 % de la population totale. Parallèlement à l'urbanisation et à la sédentarisation de la population, la part relative de chacun de ces types d'habitat a subi des modifications notables et de nouvelles catégories d'habitats ont vu aussi le jour.

Ainsi, l'enquête permanente sur les conditions de vie de 1990 fait ressortir la prédominance de l'habitat précaire qui abritait environ près de 45 % de la population totale du pays.

Profil de la pauvreté en Mauritanie

Entre 1990 et 1996, l'incidence de la pauvreté en Mauritanie est tombée, d'après les estimations, de 57 % à 50 %, ce qui est de toute évidence un succès de taille. Presque toutes les améliorations proviennent de la croissance économique et de l'augmentation induite du revenu et de la dépense. Elles semblent avoir profité aux zones urbaines et à la région du « fleuve » (vallée du Sénégal), où les rendements agricoles ont été particulièrement élevés en 1995. Les pauvres des zones urbaines ont aussi bénéficié de la meilleure performance économique et de l'expansion des activités du secteur informel. Cependant, la baisse de la pauvreté n'est pas uniforme à travers le pays, comme le

montre le tableau ci-contre. Il ressort du deuxième examen des dépenses publiques que la dépense sociale a augmenté mais qu'il faut encore améliorer le ciblage de façon à favoriser les zones rurales. En 1990, le seuil de pauvreté, a été fixé à 32800 ouguiyas par adulte et par an, comparé à une dépense moyenne par habitant de 36160 ouguiyas pour l'ensemble de la population. En 1996, le seuil de pauvreté absolue corrigé de l'inflation correspondait à une dépense annuelle de 53840 ouguiyas, contre 69325 ouguiyas de dépense par habitant en moyenne pour l'ensemble de la population.

Tableau 11 : Indicateurs de pauvreté

		Pourcentage de pauvres	Indicateur. du degré de pauvreté
Echelle nationale	1990	56,6	28,2
	1996	50,0	18,2
Nouakchott	1990	36,1	13,2
	1996	20,6	4,6
Autres villes	1990	44,5	1,9
	1996	37,8	12,2
Rural fleuve	1990	73,8	39,2
	1996	60,2	21,9
Rural autres	1990	69,3	38,7
	1996	71,7	28,7

Source : Banque mondiale

Perspectives pour 1998

D'après des estimations prudentes, la croissance sera largement déterminée en 1998 par la performance du secteur minier, de la pêche industrielle et de la construction, alors que la contribution du secteur tertiaire affichera une modeste hausse.

Pour cette année, les objectifs macro-économiques tablent sur une croissance moyenne du PIB de plus de 5 %, la stabilisation de l'inflation du déficit des paiements courants extérieurs (hors dons) de 9,7 % du PIB en 1996 à 6 % en 1998, l'augmentation des réserves de devises de la Banque centrale pour couvrir environ 5 mois d'importation, le redressement enfin des finances publiques pour arriver à un excédent budgétaire de l'ordre de 3 % du PIB.

De la même manière, l'investissement interne devait passer de 12,6 % du PIB en 1996 à plus de 14 % en 1998, dont la part du privé passerait de 8,5 % à 10 % environ sur la même période.

D'une manière globale, les perspectives pour 1998 consistent à consolider davantage les gains déjà réalisés dans la stabilité des prix, à créer un système de change et de commerce international transparent fonctionnant selon les lois du marché afin d'encourager la concurrence et de supprimer les obstacles à l'investissement et à la production.